



Déclaration au CSE Hydro Sud-Ouest du 13 octobre 2022

Un nouveau PDG

Le gouvernement cherche donc depuis 6 mois un remplaçant pour notre PDG actuel, rappelons-le, rattrapé par la limite d'âge statutaire pour ce poste.

Il est très inquiétant que le remplacement du PDG d'une entreprise aussi importante et stratégique qu'EDF prenne autant de temps.

Et ce qui est encore plus inquiétant en est la raison invoquée :

On pourrait se dire que le gouvernement cherche la perle rare : quelqu'un avec un réseau formidable, quelqu'un à la pointe dans le nucléaire, quelqu'un capable de mener un dialogue social, là oui, on aurait dit, c'est normal que ça prenne du temps.

Mais non, la raison principale est que le salaire est trop faible pour attirer un candidat valable.

Transmis à M. Lévy.

Bienvenue donc à notre futur PDG, qui malgré son faible salaire, aura la lourde tâche de faire mieux que son prédécesseur.

Voici donc sa feuille de route :

- ⇒ Réduire l'endettement du groupe
- ⇒ Coupler un EPR
- ⇒ Développer le parc hydraulique et protéger les concessions
- ⇒ S'il lui reste 5 minutes, se rappeler qu'il a des agents sous ses ordres, qui méritent un peu de dialogue social

Car la situation sociale se tend de plus en plus.

Héritage de M. Lévy, le mode de management basé sur une optimisation exclusivement économique génère perte de sens au travail, RPS et dégradation de l'état du parc de production.

Le dialogue social a été réduit au néant par M. Lévy qui a été un des grands artisans du 0% du SNB en 2017 et de la réduction de la reconnaissance des agents de nos industries.

Autrefois entreprise très attractive, nous éprouvons aujourd'hui de très grandes difficultés de recrutement. La baisse d'attractivité au moment des mutations (Note Laigneau et fin de l'AIL), vient se percuter avec la restriction des parcours professionnels organisée par les Directions.

Des exemples : 2 GU d'intérêt national sont aujourd'hui sans MPL.

Nous avons dû embaucher deux cadres coordonnateurs parce qu'il n'y aurait aucun profil identifié dans la haute maîtrise !

Alors qu'un bourrelet est en train de se former dans cette même haute maîtrise, constitué par les JTS embauchés massivement à partir de 2008. Un bourrelet qui mettra des années à se résorber bloquant ainsi les évolutions professionnelles et les compétences et générant des RPS.

Aux conséquences de cette politique sociale, viennent s'ajouter les effets de l'inflation.

Autant structurelle que conjoncturelle, l'inflation vient impacter toute la population.

Une inflation très importante qui génère des profits colossaux dans certains secteurs.

Prenons par exemple le secteur de l'industrie pétrolière.

Total fait des grands profits, mais la redistribution des richesses est complètement fermée.

Le PDG de Total s'est fait augmenter de 2 millions d'euros par an (de 3,9 à 5,9 millions d'euros), il a également attribué un bonus de 2,6 milliards d'euros à ses actionnaires, en plus du dividende.

Et pour son personnel : une misère, largement inférieure à l'inflation. D'où la contestation sociale actuellement dans le secteur.

Plutôt que de rentrer en négociations, l'entreprise préfère jouer le dénigrement par un communiqué odieux et mensonger.

Ce communiqué fait croire que les salariés de Total touchent tous 5000€ alors qu'il s'agit du salaire moyen.

Pour rappel le salaire moyen est calculé en prenant en compte le salaire des dirigeants.

Par ex, pour EDF, il faudrait prendre le salaire de M. Lévy en compte.

Pour vous faciliter l'illustration, j'ai fait le calcul en prenant le salaire de notre Président et le mien en partant du postulat que nous soyons les 2 seuls agents de l'entreprise.

Le salaire moyen serait donc de 250 000€. Je vous rassure, je ne les touche pas.

Mieux encore, si l'on augmentait le salaire de M. Lévy de 52% (équivalent de l'augmentation du PDG de Total), on porterait le salaire moyen chez nous à 370 000€.

Mais le pauvre con du bas (moi en l'occurrence), il n'a rien eu.

C'est ce qui se passe donc chez Total, mais c'est également ce qui se passe chez nous.

Depuis le début du mandat de M. Lévy, le SNB n'a jamais été au niveau de l'inflation, et cette année d'inflation forte, le SNB proposé, non seulement ne couvre pas l'inflation en cours, mais ne rattrape en rien ce que nous avons perdu.

Les mesures proposées sont totalement insuffisantes.

Et nous ne voulons plus entendre le sempiternel « l'entreprise va mal », ressassé à l'envi par M. Lévy.

L'entreprise a rémunéré ses actionnaires par un dividende de 1,8 milliards d'euros.

A titre de comparaison, 1% de mesures salariales représente 30 millions d'euros.

2,3% de SNB représentent donc 69 millions d'euros, soit 3,83% du dividende

Il est normal que les salariés réclament aujourd'hui leur dû.

Le problème de la France n'est pas la richesse mais la redistribution de cette richesse.

C'est un problème sociétal que le gouvernement veut résorber par la force pour soutenir les entreprises : arrestation de grévistes du RTE par la DGSI et mise en garde à vue, réquisition de personnel dans les plates-formes pétrolière.

Ces salariés ne sont pas des terroristes, ils demandent juste de quoi faire vivre dignement leur famille et nous les soutenons complètement.

Toulouse, le 13 octobre 2022